

## Des chalutiers pêchant illégalement mis en échec par des patrouilles

Peter Lowrey<sup>1</sup>

### Bongolon (Guinée)

Une expérience de surveillance communautaire des fonds de pêche côtiers est parvenue à réduire de 59 pour cent les incursions illégales de chalutiers. Cette réussite suggère que la coopération entre les pêcheurs artisans dans leurs pirogues à moteur et les gardes-côte guinéens — qui manquent de matériel et de ressources pour patrouiller efficacement 300 kilomètres de côtes — pourraient bien être la solution.

### Décès en mer

Les communautés pauvres de pêcheurs, du Congo au Sénégal, dénoncent amèrement des collisions quotidiennes, parfois meurtrières, avec les chalutiers qui pêchent illégalement dans la zone poissonneuse réservée à la pêche artisanale. Les lourds engins déployés par les gros bateaux industriels, nationaux ou étrangers, détruisent les filets des pêcheurs artisans, qui se font rarement indemniser.

En Guinée, avant le début des patrouilles communautaires dans la zone autour de Bongolon et deux autres villages de pêcheurs participant au projet, les chalutiers ont fait 450 incursions illégales en 2000, selon les chiffres de l'administration. Dans des collisions avec leurs pirogues, les chalutiers ont blessé 12 pêcheurs. Durant les six premiers mois de 2002, seulement 56 infractions ont été enregistrées.

### Le partenariat salué comme la voie à suivre

Compte tenu du succès du projet, les responsables du Programme pour des moyens d'existence durables dans la pêche (PMEDP) de la FAO sont d'avis que la voie à suivre consiste à associer les pêcheurs artisans du secteur halieutique en tant que partenaires à part entière, à la fois aux fins de réduction de la pauvreté et de conservation des pêches.

À Bongolon, les problèmes avec les chalutiers frôlaient le conflit. Cinq hommes sont morts lorsqu'un chalutier est entré en collision avec leur embarcation. Les petits équipages avaient peur de sortir en mer. Maintenant, selon Sekhoua Sylla, ancien de la communauté, les villageois sont ravis de pouvoir reprendre la pêche grâce au nouveau système de surveillance.

“Beaucoup d'entre nous sommes désormais en mesure d'obtenir un crédit auprès de la Banque de crédit rural

car elle estime que nous serons capables de rembourser les prêts grâce à la pêche et à la vente du poisson”, se réjouit-il. “Les familles de pêcheurs ont commencé à envoyer à nouveau leurs enfants à l'école.”



**À Bongolon, en Guinée, des pêcheurs utilisent un appareil de localisation par satellite (dans la main gauche d'un pêcheur) et communiquent avec les gardes-côte par radio pour leur indiquer l'emplacement de bateaux en pêche illégale**  
[Photo : FAO/D. Minkoh]

### La surveillance sera-t-elle étendue ?

À Conakry, la capitale, les membres de l'Unité de coordination nationale du PMEDP de la FAO sont des acteurs importants au sein des principales institutions de pêche. Ils doivent servir de catalyseurs et plaider leur cause auprès des autorités halieutiques si l'on veut institutionnaliser le partenariat entre les communautés de pêcheurs et les garde-côtes, et le doter d'un budget d'exploitation lui permettant de couvrir toute la côte.

“J'ai réalisé une grande étude d'impact sur le projet de surveillance communautaire, qui documente son succès”, raconte Mamadou Moussa Diallo, membre de l'Unité de coordination nationale et socio-économiste à l'important Centre national des sciences halieutiques de Boussoura. “Je crois que je fais passer le message à mes collègues. J'explique la méthodologie et son fonctionnement. Ils sont intéressés.”

1 Chargé d'information (Peter.Lowrey@fao.org), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Focus, Février 2003.

## Potentiel de réduction de la pauvreté

La Guinée a une stratégie nationale de réduction de la pauvreté qui couvre les 30 000 pêcheurs artisans du pays.

Abdourahamane Kaba, Directeur général du Centre de Boussoura, explique que la pêche côtière n'a pas atteint ses limites. "Il existe d'importantes ressources qui ne sont pas assez exploitées. Les pêcheurs artisans devront diversifier leurs captures et pêcher des espèces prisées. Ils auront besoin d'une formation et de nouvelles techniques. Mais la pêche peut contribuer à réduire la pauvreté", affirme-t-il.

La côte guinéenne est contrôlée par le Centre national de surveillance et de protection des pêches (CNSP), qui dispose d'un budget pour six ou sept patrouilles par mois. Comment Mohamed Sidibé, le Directeur général adjoint du Centre, évalue-t-il l'expérience de surveillance communautaire ?

"Cela marche bien. L'avantage est que nos bateaux peuvent maintenant intervenir de façon ciblée, sur appel", dit-il. "Au début, mes agents ne voyaient pas le projet d'un bon œil — ils craignaient d'être remplacés par des patrouilles de village — mais ils ont compris que l'esprit était tout autre. Le système n'est pas parfait, mais nous pouvons l'améliorer."

"Le Centre n'a pas les moyens d'étendre le réseau, mais la surveillance communautaire a été inscrite dans la stratégie du gouvernement contre la pauvreté", affirme-t-il. "L'État trouvera les moyens de financer son élargissement."

## Promouvoir la participation : Le Festival de la gestion communautaire des ressources côtières : une occasion de célébrer, de faire le point et de réfléchir aux stratégies à mettre en œuvre

Nalini Nayak<sup>1</sup>

Source : *Samudra*, juillet 2003

Le Festival de la gestion communautaire des ressources côtières s'est déroulé du 2 au 4 juin 2003 à Subic Bay, dans la province de Zambales, aux Philippines. Parmi les quelque 150 participants, se trouvaient des praticiens, des chercheurs et des responsables de la mise en œuvre de la gestion communautaire des ressources côtières, ainsi que des représentants de communautés côtières, d'organisations non gouvernementales (ONG), d'établissements d'enseignement, d'instituts de recherche, d'agences de développement, et d'organismes publics des Philippines et de divers pays d'Asie de l'Est, d'Europe et d'Amérique du Nord. Tout en se félicitant des progrès réalisés, les participants ont fait une analyse critique des divers résultats de la gestion communautaire des ressources côtières afin d'en tirer des leçons qui permettront d'orienter l'action future de cette forme de gestion.

Il y avait bien des raisons de se réjouir lors cet événement, bien que plusieurs pêcheurs aient été tués et que d'autres demeurent en prison pour avoir consciencieusement protégé leurs ressources marines et arrêté des pêcheurs illégaux.

Le mouvement en faveur de la gestion communautaire des ressources côtières n'aurait pu atteindre ce degré de mobilisation sans des efforts continus et de longue date visant à favoriser l'interaction et la collaboration entre les communautés littorales, les ONG, les universitaires, les chercheurs et les bailleurs de fonds.

"Notre participation à ce mouvement a non seulement changé notre façon de voir la pêche, mais nous amène à obtenir une meilleure vision d'ensemble", a indiqué Pedro Valparaiso lors d'un débat d'experts novateurs tenu au début du Festival.

"Ce sont les femmes qui ont pris l'initiative", a ajouté Patricia Panaligan, qui préside une association locale. "Nous avons décidé de créer des aires marines protégées, et nous avons obtenu l'aide des hommes, qui ont aidé à les délimiter avec des bouées et du bambou."

À en juger par la façon dont s'exprimaient les pêcheurs, il est non seulement évident qu'ils sont capables de maîtriser les principes de la gestion communautaire des ressources côtières, mais aussi qu'ils s'engagent à les mettre en œuvre. Cela semble résulter d'un double processus qui est au cœur de cette forme de gestion : une action soutenue favorisant le renforcement des capacités des associations locales, alliée à un programme créatif et authentique d'évaluation participative en milieu rural, qui a pour devise : "Participer et se prendre en mains dans un esprit d'équité".

Ce processus a vu le jour aux Philippines il y a plus de dix ans lorsqu'une ONG a établi un partenariat avec des communautés côtières dans le but d'établir localement des organisations démocratiques ayant pour but d'assurer la conservation des ressources et leur exploitation

1 Membre du Collectif international d'appui à la pêche artisanale (CIAPA). Mél. : tvn\_nalinin@sancharnet.in